



FIDUCIAL

AUDIT

SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Paris la Défense – 41, rue du Capitaine Guynemer – 92925 LA DEFENSE cedex – Site : www.fiducial.fr

MISSION LOCALE DE LA PICARDIE MARITIME

**Association Loi 1901
82, rue Saint Gilles
80 100 ABBEVILLE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

MISSION LOCALE PICARDIE MARITIME

Association loi 1901

Siège social : 82, rue Saint-Gilles

80100 ABBEVILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2019

Aux Adhérents

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MISSION LOCALE PICARDIE MARITIME relatifs à l'exercice clos le 31/12/2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association MISSION LOCALE PICARDIE MARITIME à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association Erreur ! Signet non défini.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Courbevoie, le 12 Juin 2020

Le Commissaire aux comptes
FIDAUDIT
Membre du réseau Fiducial



François PINAULT

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2019			31/12/2018
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	4 993	4 993		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	324 717	31 353	293 363	306 352
Installations techniques,mat. et outillage indus.					
Autres immobilisations corporelles	420 148	217 940	202 208	233 051	
Immobilisations grevées de droits					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	183		183	183	
Prêts	16 409		16 409	11 000	
Autres immobilisations financières	4 589		4 589	7 425	
	TOTAL (I)	771 039	254 286	516 753	558 010
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
Avances et Acomptes versés sur commandes	2 417		2 417	844	
CREANCES (3)					
Créances usagers et comptes rattachés	3 600		3 600		
Autres créances	1 387 994	184 169	1 203 825	1 141 875	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT					
DISPONIBILITES	551 829		551 829	567 699	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	35 842		35 842	16 028
	TOTAL (II)	1 981 682	184 169	1 797 513	1 726 446
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		2 752 720	438 455	2 314 266	2 284 457
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				20 998	18 425
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents			- autorisés par l'organisme de tutelle		
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	31/12/2018
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	52 280	52 280
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	463 392	455 824
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	(19 054)	7 568
	Total des fonds propres	496 618	515 672
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
Total des autres fonds associatifs			
Total des fonds associatifs	496 618	515 672	
Provisions			
Provisions pour risques Provisions pour charges	184 350	184 350	
Total des provisions	184 350	184 350	
Fonds dédiés			
Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés	282 216	255 733	
Total des fonds dédiés	282 216	255 733	
DETTES (1)			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) Emprunts et dettes financières divers Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	325 652	473 693	
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales	89 090 342 256	117 482 322 092	
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	151 139	5 690 152 266	
Produits constatés d'avance	442 945	257 479	
Total des dettes	1 351 082	1 328 702	
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF	2 314 266	2 284 457	
Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(19 053,96)	7 568,20	
(1) Dont à moins d'un an	1 084 010	1 004 434	
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	1 199	92 506	
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

		Etat exprimé en euros	
		31/12/2019	31/12/2018
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	3 600	
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	2 400 698	2 123 979
	Dons		
	Cotisations	257 501	140 486
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	28	130
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	420 343	484 454
	Autres produits		
Total des produits d'exploitation	3 082 169	2 749 049	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	703 412	459 031
	Impôts, taxes et versements assimilés	135 427	131 092
	Rémunération du personnel	1 333 061	1 309 297
	Charges sociales	492 077	464 952
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	49 408	52 081
	Dotation aux provisions	184 169	254 853
	Autres charges	199 340	116 164
Total des charges d'exploitation	3 096 893	2 787 469	
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		(14 724)	(38 420)
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	410	21
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières	10 118	16 210
2 - RESULTAT FINANCIER		(9 708)	(16 189)
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		(24 431)	(54 609)
Charges financières	Produits exceptionnels	33 659	
	Charges exceptionnelles	1 798	2 275
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		31 861	(2 275)
Charges financières	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	255 733	320 185
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	282 216	255 733
TOTAL DES PRODUITS		3 371 971	3 069 255
TOTAL DES CHARGES		3 391 025	3 061 687
EXCEDENT ou DEFICIT		(19 054)	7 568
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services			
Personnel bénévole			

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 314 266** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **3 371 971** euros et un total **charges** de **3 391 025** euros, dégageant ainsi un **déficit** de 19 054 euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2019** et finit le **31/12/2019**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

I Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les logiciels sont amortis sur une durée d'un an, le matériel de transport sur 5 ans, le matériel de bureau informatique sur 2 ans, le matériel et mobilier sur 5 ans.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les subventions d'investissements sont reprise au compte de résultat selon le même mode que les amortissements des subventions financées.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

II Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

III Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

IV Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

V Traitement comptable des " Subventions Pluriannuelles "

Application du règlement 99-01 du comité de réglementation comptable (C.R.C.)

a/ Comptes Subventions à recevoir (441) :

Sont comptabilisées les sommes restant à percevoir pour les années 2017 à 2019 soit :

Année 2017 : 101 750 €

Année 2018 : 34 564€

Année 2019 : 219 690 €

Année 2020 : 450 001 €

TOTAL 806 005€

c/ Autres dettes (467) :

Sont comptabilisées les sommes destinées au programme d'action du "PLIE" soit :

- Année 2018 : 152 266€

Annexe libre

Etat exprimé en euros

AUTRES INFORMATIONS :

- Par courrier du 22 juin 2016, la Directe notifiait à notre structure un contrôle administratif et financier des activités d'accueil, d'information, d'orientation et d'évaluation sur les années 2013-2014-2015. Les investigations sur place ont débuté le 28 juin 2016. Un avis de contrôle complémentaire du 2 septembre 2016 étendait l'intervention à l'année en cours. Le contrôle était justifié par les prérogatives réglementaires du service de contrôle uniquement.

Par courrier daté du 21 décembre 2016, la Mission Locale recevait une notification partielle des résultats du contrôle relativement à l'année 2013 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 39 831,89 €.

Par courrier daté du 21 décembre 2017, la Mission Locale recevait la notification définitive des résultats du contrôle relativement aux années 2014, 2015 et 2016 faisant état d'un rejet de dépenses pour un montant total de 144 518,23 €.

L'examen du dossier permet de constater que beaucoup de dépenses rejetées s'inscrivent dans le cadre d'actions spécifiques réalisées par la Mission Locale de la Picardie Maritime avec notamment des financements européens (FSE, FEDER) et qu'elles ont déjà fait l'objet de multiples contrôles.

La procédure contradictoire en cours permettra à la Mission Locale de la Picardie Maritime d'apporter des éléments explicatifs et pièces justificatives probantes pour valider les dépenses indument rejetées. Cependant, une provision pour risque a été constituée en conséquence.

Aucune évolution significative n'étant intervenue au cours de l'exercice 2019, la provision constituée a été laissée inchangée.

- Fin janvier 2020, la crise sanitaire du Coronavirus a touché notre pays. Compte tenu de son caractère généralisé, de la période de confinement imposée par les autorités et du quasi-gel des activités économiques, il est évident que notre association sera défavorablement touchée par cette crise. Il est en revanche impossible à ce stade d'évaluer précisément ses conséquences en termes financiers.

Les rémunérations :

Pour l'année 2019, le montant de la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeant de la Mission locale Picardie Maritime s'élève à 176 293,87€ brut.

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise	52 280			52 280
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	455 824	7 568		463 392
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	7 568		7 568	
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	515 672	7 568	7 568	515 672

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2019
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Autres	4 993					4 993
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 993					4 993
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	324 717					324 717
Instal technique, matériel outillage industriels						
Instal., agencement, aménagement divers	208 960		1 356		1 351	208 965
Matériel de transport	75 207					75 207
Matériel de bureau, informatique et mobilier	131 755		4 221			135 976
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	740 640		5 577		1 351	744 865
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés	183					183
Prêts et autres immobilisations financières	18 425		11 099		8 525	20 998
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	18 607		11 099		8 525	21 181
TOTAL	764 240		16 676		9 877	771 039

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2019
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres	4 993			4 993
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 993			4 993
CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	18 365	12 989		31 353
Instal technique, matériel outillage industriels				
Autres Instal., agencement, aménagement divers	37 628	20 857	1 351	57 133
Matériel de transport	71 904	1 592		73 496
Matériel de bureau, mobilier	73 340	13 971		87 311
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	201 237	49 408	1 351	249 293
TOTAL	206 229	49 408	1 351	254 286

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Dotations			Reprises			
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2019
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres	184 350			184 350	
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	184 350			184 350
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	<ul style="list-style-type: none"> incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières 				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres	254 853	184 169	254 853	184 169
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	254 853	184 169	254 853	184 169
TOTAL GENERAL		439 203	184 169	254 853	368 519
Dont dotations et reprises	<ul style="list-style-type: none"> - d'exploitation - financières - exceptionnelles 		184 169	254 853	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2019	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	16 409	16 409	
	Autres immobilisations financières	4 589	4 589	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	3 600	3 600	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	255	255	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	390	390	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	1 362 859	1 362 859	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	24 490	24 490	
	Charges constatées d'avances	35 842	35 842	
TOTAL DES CREANCES		1 448 434	1 448 434	
Prêts accordés en cours d'exercice		11 099		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		5 690		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2019	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	1 199	1 199		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	324 453	57 381	222 760	44 311
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	89 090	89 090		
	Personnel et comptes rattachés	99 318	99 318		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	199 864	199 864		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	43 074	43 074		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	151 139	151 139		
Dettes représentative de titres empruntés					
Produits constatés d'avance	725 161	725 161			
TOTAL DES DETTES		1 633 298	1 366 226	222 760	44 311
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		56 707			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Erasmus+ Eurys2017 / Eurys2018	60 053	60 053	64 036	64 036
Accompagnement jeunes nette Picardie Maritime / IEJ			44 932	44 932
Action sur la Garantie Jeunes	190 470	190 470	147 855	147 855
Stop RSA			20 794	20 794
Autres actions	5 210	5 210	4 599	4 599
TOTAL	255 733	255 733	282 216	282 216

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

ANNEXE - Elément 8

Engagements financiers

Etat exprimé en euros	31/12/2019	Engagements financiers donnés	Engagements financiers reçus
Effets escomptés non échus			
Avals, cautions et garanties			
Engagements de crédit-bail			
Engagements en pensions, retraite et assimilés Engagements de retraite au 31/12		137 585	
		137 585	
Autres engagements			
Location des véhicules		742	
Location photocopieur		88 356	
Location équipement informatique		7 472	
Location téléphonie		10 940	
Emprunts		8 963	
		116 473	
Total des engagements financiers (1)		254 058	
(1) Dont concernant :			
Les dirigeants			
Les filiales			
Les participations			
Les autres entreprises liées			